

Le taux d'escompte de la Banque du Canada, le jour des élections en 1984, était à 12.38 p. 100, le jour de la présentation du budget 1986, à 11.84 et, aujourd'hui, il est à 10.11. Le taux préférentiel des banques à charte était de 13 p. 100 le jour des élections, de 13 p. 100 le jour du budget et, aujourd'hui, de 12 p. 100. Les prêts hypothécaires sur cinq ans sur les résidences étaient de 14.25 p. 100 quand nous avons été élus, lors du budget, de 12 p. 100 et, aujourd'hui, ils sont de 11.5 p. 100.

Pour la première fois depuis longtemps le déficit est en baisse. Cela prouve, monsieur le Président, que nous sommes sur la bonne voie et, tel que promis, le gouvernement Mulroney remplit ses promesses.

\* \* \*

● (1110)

[Traduction]

### LES JEUNES

#### LE PROGRAMME KATIMAVIK—LES PROPOS D'UN SÉNATEUR

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, parmi tous les jeunes qui ont comparu aux audiences tenues dans le pays, ceux qui ont participé au programme national pour les jeunes appelé Katimavik ont fait la plus forte impression. Ces jeunes hommes et ces jeunes femmes ont sans aucun doute manifesté les bonnes qualités de dirigeants dont notre pays a tant besoin à l'heure actuelle. Nous avons étudié le programme Katimavik et avons conclu qu'il s'agit d'un élément positif et constructif pour notre société. Le gouvernement devrait créer un programme national de service volontaire pour les jeunes, soit en s'inspirant de Katimavik soit en lui donnant les moyens de se développer. Il est donc tout à fait regrettable que le gouvernement ait décidé d'annuler le programme Katimavik une semaine avant le dépôt du rapport du Sénat sur la jeunesse. Je crois que le gouvernement aurait dû attendre le rapport du Sénat avant d'annoncer sa décision d'annuler ce programme.

Telles sont les paroles du sénateur progressiste conservateur Paul Yuzyk, vice-président du comité spécial du Sénat sur la jeunesse.

\* \* \*

### LES AÉROPORTS

#### LES RETARDS CAUSÉS PAR LES SERVICES DE LA DOUANE À L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, le service à l'aéroport international Pearson doit s'améliorer si nous voulons attirer plus de touristes et de gens d'affaires au Canada. Lorsqu'une personne de ma circonscription, M. Gordon Hinch, de Wallingford Road, est rentrée d'un voyage à l'étranger, le 6 mars, il a été retardé plus d'une heure par les services de la douane. Quatre avions arrivaient de l'étranger, mais seulement six employés des douanes étaient à l'œuvre.

### Article 21 du Règlement

Dans d'autres villes, les surveillants prêtent main-forte aux périodes de pointe, pendant les pauses des employés réguliers. Toutefois, un surveillant a fait la sourde oreille quand M. Hinch lui a suggéré d'aider. Il n'y avait qu'un seul employé des douanes pour faire subir la deuxième étape de l'inspection à tous les voyageurs.

Les frais exigés pour la location des chariots à bagages sont un autre inconvénient dont le Canada a l'exclusivité. De toute évidence, des corrections s'imposent pour que tous ceux qui visitent le Canada ou qui rentrent de voyage à l'étranger bénéficient d'un service rapide et courtois.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES DISCUSSIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, les gifles ont volé dernièrement à Washington. Notre pauvre ministre étranger à toutes ces affaires, l'honorable député de Yellowhead (M. Clark), n'a même pas fait partie du voyage. Il a dû admettre hier qu'il ne connaissait pas l'objet des entretiens qui ont eu lieu entre le premier ministre et des membres du Congrès. Il ignorait, par exemple, s'il a été question de la position canadienne relativement à l'aide militaire aux Contras. Il semblerait que le ministre ait été remplacé par l'adjointe de l'épouse du premier ministre et deux autres représentants de son propre ministère. Pourquoi le premier ministre (M. Mulroney) tient-il de nouveau systématiquement son secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'écart? Et pourquoi d'autres ministres n'ont-ils pas été invités... par exemple, le ministre de l'Environnement (M. McMillan), le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher), le ministre des Finances (M. Wilson)? C'était une délégation simplette si on pouvait parler de délégation...

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Jewett:** ... et cela prouve une fois encore que le premier ministre tient toujours à se donner le premier rôle, que ce soit à la noce ou aux funérailles.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LES EXPORTATIONS DE BOIS À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Monsieur le Président, nombreuses sont les localités dans le nord de l'Ontario qui s'inquiètent vivement de l'attitude inflexible du Congrès et du gouvernement des États-Unis en ce qui concerne les importations de bois d'œuvre canadien. Nous devons être certains, monsieur le Président, que nos principaux débouchés aux États-Unis seront préservés. La question que tout le monde se pose dans le nord de l'Ontario est la suivante. Si les États-Unis sont prêts à négocier un accord de libre-échange comme le laisse entendre le gouvernement, pourquoi au moment même où il est question d'entamer ces négociations, se montrent-ils aussi durs à l'endroit des importations de bois canadien?